LA PÊCHE

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ZONE DE 12 MILLES ET DE COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêcheries. Le ministre voudraitil mettre la Chambre des communes et les pêcheurs du Canada dans le secret et nous dire où en sont les négociations qui se poursuivent avec d'autres pays en vue d'établir une limite de pêche de 12 milles au Canada; pourrait-il en même temps nous dire quand nous pouvons nous attendre à ce que les coordonnées géographiques, qui serviront à fixer les lignes de base, soient déterminées?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question est irrecevable. Le député demande un exposé, ce qu'il ne peut faire qu'à l'appel des motions.

LA CAPITALE NATIONALE

LA CRÉATION D'UN COMITÉ PARLEMENTAIRE MIXTE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. R. A. Bell (Carleton): Monsieur l'Orateur, comme il serait souhaitable de terminer avant Noël l'étude parlementaire tant attendue sur le développement de la capitale nationale, le ministre des Travaux publics nous dira-t-il quand il demandera à la Chambre d'approuver la création d'un comité mixte spécial qui s'en chargera?

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Prochainement, monsieur l'Orrateur.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

REFUS D'ÉTUDIANTS EN MÉDECINE CONSÉCUTIF À UN MANQUE D'INSTALLATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Maintenant que les inscriptions d'automne sont terminées, le ministre a-t-il été informé ces derniers jours qu'on a dû refuser l'entrée de centaines d'étudiants qualifiés dans les facultés de médecine à cause d'un manque d'installations d'enseignement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que la question formulée ainsi soit recevable. Le député demande si le ministre a été mis au courant d'une situation. Je ne crois pas que la question soit recevable sous cette forme.

M. Grafftey: Puis-je formuler ma question autrement? Maintenant que les inscriptions d'automne sont terminées, le ministre informera-t-il le Chambre s'il est vrai qu'on a dû refuser l'entrée de facultés de médecine à des centaines d'étudiants à cause d'une pénurie d'installations d'enseignement?

L'hon, A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur, j'informerai la Chambre en temps utile.

LES FINANCES

LA MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-DÉPÔTS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Comme il l'avait promis à la Chambre, le ministre a déposé une lettre datée du 27 juin et adressée au premier ministre du Québec au sujet des modifications qu'il faudra peut-être apporter à la loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada. Le ministre dirait-il à la Chambre quand on présentera ces modifications et quand nous pourrons les examiner en comité?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je m'étonne que la chose ne figure pas au Feuilleton. La mesure est prête et sera présentée sans délai.

LES NATIONS UNIES

LE CANADA ET L'ADMISSION DE LA CHINE COMMUNISTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Vu les différences qui existeraient entre les déclarations du premier ministre et celles du secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de l'admission de la Chine continentale aux Nations Unies, le premier ministre pourrait-il nous exposer l'attitude actuelle du gouvernement canadien à cet égard?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les différences mentionnées par mon honorable ami n'existent pas. Notre attitude demeure la même qu'à la dernière assemblée des Nations Unies; elle a été redite par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures la semaine dernière: nous souhai-